



Au parlement, les quatre logos des micros de la SSR, dans les quatre langues nationales. (BERNE, 25 NOVEMBRE 2016/PETER SCHNEIDER/KEYSTONE)

Le plurilinguisme suisse au défi de l'intelligence artificielle

UN PAYS, PLUSIEURS LANGUES

Les modèles de langage comme ChatGPT ou Gemini bouleversent notre rapport aux langues. L'intelligence artificielle ne se limite plus à corriger ou traduire: elle génère du langage de façon cohérente et souvent convaincante. Son fonctionnement est statistique: elle apprend à parler sans comprendre, en calculant la suite la plus probable des mots. Le langage devient une affaire d'efficacité prédictive. Et à mesure que ces technologies s'invitent dans nos interactions, une question s'impose: que reste-t-il de la langue comme expérience humaine, culturelle, politique?

En Suisse, cette question touche un point névralgique. Le plurilinguisme est un pilier de la *Willensnation* et un facteur essentiel de cohésion nationale. Dans l'administration fédérale, il repose sur deux exigences: garantir la représentation équitable des quatre communautés linguistiques et permettre à chacun de travailler dans sa langue. Ces principes façonnent une fonction publique représentative, où la diversité linguistique structure et légitime l'action publique.

Mais cette culture plurilingue peut-elle survivre à l'automatisation? L'IA permet de traduire sans comprendre et de communiquer sans connaître la langue. Cette évolution risque d'affaiblir la portée culturelle et institutionnelle du plurilinguisme, en transformant en profondeur la manière de parler, d'échanger, de penser la langue au sein de l'administration fédérale.

Les outils d'interprétation assistée font déjà partie du quotidien administratif. La Chancellerie fédérale et plusieurs offices fédéraux recourent à DeepL Pro pour la traduction rapide de documents non confidentiels. Ces pratiques s'inscrivent dans une dynamique plus large de transformation numérique, où l'IA est vue comme un levier d'efficacité.

Cette transition ne s'opère pas dans un vide normatif. La stratégie IA de la Confédération encadre l'usage de ces technologies sur des principes de fiabilité, transparence, durabilité et responsabilité. Des lignes directrices et aide-mémoire fixent aussi le cadre des grands modèles de langage, en rappelant le respect des règles de pro-



DANIEL KÜBLER
DIRECTEUR
DU CENTRE D'ÉTUDES
SUR LA DÉMOCRATIE
À AARAU



MARINE BENLI-TRICHET
POLITOLOGUE
AU CENTRE D'ÉTUDES
SUR LA DÉMOCRATIE
À AARAU

L'utilisation croissante de l'IA dans de nombreux services fédéraux reconfigure imperceptiblement les pratiques linguistiques

tection des données et la responsabilité des agents. Mais la dimension linguistique y reste largement absente.

C'est là que se situe une zone d'ombre préoccupante: les ambitions de modernisation et d'efficacité risquent-elles d'empiéter sur les engagements en faveur du plurilinguisme, surtout si l'IA est déployée sans garde-fous explicites en matière de diversité linguistique? Le débat dépasse les frontières suisses. Au Canada, des tensions opposent déjà le Bureau fédéral de la traduction désireux d'automatiser davantage et le Commissariat aux langues officielles inquiet du risque de déclin du bilinguisme institutionnel. Le Bureau de la traduction prévoit de supprimer près d'un quart de ses effectifs grâce aux gains de productivité de la traduction assistée et de l'IA, une décision contestée par des syndicats inquiets d'une chute de la qualité et de la présence du français dans les services publics canadiens.

En Suisse, les enjeux sont moins politisés mais tout aussi structurels.

L'IA affaiblira-t-elle les usages actifs du français, de l'italien ou du romanche dans les échanges administratifs? Ou facilitera-t-elle au contraire leur compréhension mutuelle? Permettra-t-elle de renforcer la diversité linguistique, ou installera-t-elle un monolinguisme fonctionnel où l'effort d'apprentissage des autres langues s'efface?

Au-delà de l'usage des langues, c'est la place des compétences linguistiques humaines qui se trouve questionnée. Si les exigences linguistiques requises pour intégrer et évoluer dans l'administration fédérale sont redéfinies, c'est toute la culture administrative et la valeur qu'elle accorde au plurilinguisme qui risquent d'en être transformées.

L'utilisation croissante de l'IA dans de nombreux services fédéraux reconfigure imperceptiblement les pratiques linguistiques. En facilitant la communication sans apprentissage actif, elle pourrait réduire l'incitation à maîtriser plusieurs langues officielles ou renforcer l'usage d'une langue dominante. Ces évolutions invitent à interroger les équilibres subtils sur lesquels repose la diversité linguistique au sein de la Confédération.

Il ne s'agit pas d'alarmer, mais d'anticiper. L'administration fédérale incarne la Suisse en miniature: la reconnaissance mutuelle entre communautés linguistiques en est un pilier. Or, à l'heure où le plurilinguisme est déjà fragilisé dans plusieurs cantons, comme l'indiquent les débats autour du *Frühfranzösisch*, il est d'autant plus important que l'État fédéral montre l'exemple. Les enjeux linguistiques doivent donc être intégrés explicitement aux réflexions en cours sur la gouvernance de l'IA. A défaut, la transition numérique pourrait affaiblir, malgré elle, un fondement central du vivre-ensemble helvétique. ■

Multilinguisme et plurilinguisme



FRANÇOIS GRIN
PROFESSEUR ORDINAIRE, FACULTÉ DE
TRADUCTION ET D'INTERPRÉTATION,
UNIVERSITÉ DE GENÈVE

La diversité des langues modèle notre environnement en profondeur, bien davantage qu'on ne le croit. C'est déjà une bonne raison d'y être attentif. En outre, face à l'instabilité du monde, son importance pour les sociétés contemporaines s'accroît; elle fait donc partie des enjeux sur lesquels il faut avoir les idées claires.

Multilinguisme et plurilinguisme sont deux facettes de la diversité des langues. Le plurilinguisme concerne la personne, le multilinguisme les sociétés. Cette différence entre pluri- et multilinguisme aide à mettre le doigt sur ce qui rend les enjeux linguistiques si complexes: c'est qu'il faut les appréhender simultanément à des échelles différentes. Pour le voir, partons des quatre défis principaux sur le plan européen.

Quatre défis européens

● La survie à long terme des petites langues, du basque au sámi et du gaélique d'Ecosse au romanche: comment les défendre efficacement? Combien de ressources y consacrer? Et pouvons-nous vraiment nous permettre, en démocratie, de les laisser crevoter? Bien que très classiques, ces questions sont loin d'être toutes résolues.

● Les effets linguistiques de la mobilité des personnes (surtout au sein de l'UE, mais avec des répercussions sur les pays voisins): oui, la libre circulation fait partie de ce grand projet, avec un extraordinaire potentiel de rencontres et de découvertes; mais comment assurer que la diversité ainsi introduite dans notre quotidien garantisse aussi la diversité des milieux de vie, la spécificité de l'ici par rapport à l'ailleurs, du «chez-soi» par rapport au «pas-chez-soi»? En clair, comment formuler une bonne politique de la mobilité combinée à une bonne politique de l'intégration?

● Les conséquences linguistiques de l'immigration, notamment extra-européenne, alimentée par les crises d'origine politique, économique et, à présent, climatique. Ce défi présente beaucoup de parallèles avec le précédent et il débouche sur des questions similaires, mais avec des couches supplémentaires de complexité: ces flux migratoires échappent largement à la régulation, et l'intégration comporte souvent des dimensions

culturelles qui ne sont pas solubles dans le seul apprentissage des langues.

● La fluidité dans la communication bi- ou multilatérale: on croit pouvoir s'en remettre à l'anglais, rebaptisé «lingua franca». Mais c'est déjà un abus de langage, car une lingua franca, ce n'est pas une langue

parachutée de l'extérieur, mais un idiome qui s'élabore à partir des langues des interlocuteurs. L'anglais est plutôt une langue hégémonique. Comme telle, soit elle exclut (économiquement et socialement) ceux qui ne la maîtrisent pas assez, soit, si elle inclut tout le monde, elle finit par marginaliser puis supplanter les autres langues, aboutissant à l'uniformisation. On en voit déjà les effets délétères dans le monde universitaire, le commerce, le tourisme et les organisations internationales. Attention! Le problème n'est pas l'anglais lui-même: il serait identique si le français ou le bengali s'était retrouvé dans le même rôle. Le défi est donc de permettre et même favoriser la communication multilatérale, mais sans exclure ni uniformiser.

Cet éventail de défis apparaît, mutatis mutandis, à d'autres échelles et dans d'autres contextes. Cela vaut aussi pour la Suisse, un cas fort original car elle s'est construite non pas en dépit de son multilinguisme, mais à travers lui, en formulant un récit national dont la diversité des langues est un élément fondamental.

Pour relever ces défis, il faut raisonner simultanément en termes de plurilinguisme et de multilinguisme. Une pièce centrale du dispositif, c'est bien sûr l'enseignement des langues, qui vise à renforcer le plurilinguisme des personnes. Mais quelles langues enseigner, à qui, avec quelle didactique, pour quelles utilisations, en visant quel niveau de maîtrise? Puis, d'autres questions émergent: quel rôle pour les filières bilingues? Pour les échanges? Et après tout, le développement des technologies de la langue ne pourrait-il pas nous épargner tous ces efforts d'apprentissage?

D'autres questions portent sur le multilinguisme et se situent au niveau social: par exemple, quel éventail de langues la loi devrait-elle garantir dans la fourniture des services de santé? Ou dans l'étiquetage et la composition des denrées alimentaires? Quelles langues faut-il reconnaître comme officielles, que ce soit au niveau d'une région, d'un Etat, voire de l'Europe elle-même?

On pourrait être tenté de croire que pour répondre à toutes ces questions, il n'y a qu'à s'en remettre à un bon cadre juridique, et puiser dans divers domaines d'expertise (sociolinguistique, pédagogie, évaluation des politiques publiques, etc.) Cependant, l'actualité nous montre que ces défis ne sont pas purement techniques, mais qu'ils sont cruciaux pour l'avenir des démocraties libérales.

En effet, la gouvernance par les Etats démocratiques de la diversité linguistique et culturelle constitue, pour tous les extrémismes, une cible facile: certains n'y voient qu'un laxisme complaisant; d'autres, à l'opposé, une xénophobie rance. Or sur le plan géopolitique, certains acteurs exploitent ces accusations dans le seul but de miner et détruire les démocraties. C'est alors qu'il faut monter au créneau pour les défendre. Pour cela, gardons à l'esprit que la diversité des langues n'est pas intrinsèquement bonne ou mauvaise, mais que, simplement, elle est, avec ses composantes menacées et ses composantes menaçantes. Il faut savoir les identifier, les jauger, et proposer sur cette base des politiques de plurilinguisme et de multilinguisme qui soient efficaces, équitables et transparentes. Le défi qui recoupe tous les précédents, et qui constitue du même coup un engagement pour la démocratie, c'est de se doter des outils permettant de le faire. ■

SÉRIE

Quatre langues nationales, mais à la fin c'est l'allemand qui gagne. Vraiment? Explorez dans notre dossier la richesse de la Suisse multilingue et ses défis. Et comment se débrouillent les autres pays qui parlent plusieurs langues? On en débat toute cette semaine et la prochaine. Et vous, qu'en pensez-vous? Ecrivez-nous! hyperlien@letemps.ch